



Avec qui s'entraînent de nombreux départements de la police des États-Unis ? Avec un champion des violations des droits humains : Israël

Description

Par Edith Garwood, le 25 août 2016



Photo : Jason Miczek/Reuters

Lorsque le département de justice des États-Unis a publié un rapport le 10 août documentant des violations généralisées de la constitution, de la discrimination et une culture de

représentées au sein du département de police de Baltimore (DPB), cela provoqua, à juste titre, un scandale.

Mais ce qui n'attira que très peu l'attention du public est le lieu où la police de Baltimore reçoit des formations sur le contrôle des foules, usage de la force et la surveillance : la police nationale, l'armée et les services secrets israéliens.

Les responsables de l'application de la loi de Baltimore, ainsi que des centaines d'autres de Floride, du New Jersey, de Pennsylvanie, de Californie, d'Arizona, du Connecticut, de New York, du Massachusetts, de Caroline du Nord, de Géorgie, de l'Etat de Washington ainsi que la police du Capitole sont tous allés en Israël pour s'entraîner. Des milliers d'autres ont reçu des formations d'agents israéliens ici aux Etats-Unis.

Nombres de ces voyages sont financés par les deniers publics alors que d'autres bénéficient de financements privés. Depuis 2002, la Anti-Defamation League [la Ligue anti-diffamation], le American Jewish Committee's Project Interchange et le Jewish Institute for National Security Affairs [l'Institut juif pour les affaires de sécurité nationale] financent les formations des chefs de police, des chefs-adjoints ainsi que des capitaines pour qu'ils s'entraînent en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés. (TPO).

Les agents des forces de l'ordre de Baltimore et ailleurs aux Etats-Unis se retrouvent alors aux mains de systèmes policiers et militaires qui accumulent les violations documentées des droits humains depuis des années. Amnesty International, ainsi que d'autres organisations pour les droits humains et même le Département d'Etat ont accusé la police israélienne d'exécutions extrajudiciaires et d'assassinats, de faire usage de mauvais traitement et de torture (même contre des enfants), d'enfreindre la liberté d'expression et d'association, y compris par de la surveillance étatique, et de faire un usage excessif de la force contre des manifestants pacifiques.

Que ce soient des fonds publics ou des fonds privés dépensés pour entraîner notre police nationale en Israël, cela devrait tous nous préoccuper. Nombre des violations documentées aux Etats-Unis font écho aux violations commises par la police et l'armée israéliennes.

Le rapport du département de justice a cité la police de Baltimore pour avoir utilisé des techniques agressives qui encouragent les confrontations et réduisent la coopération publique. Ceci amène, explique le rapport, à un usage d'raisonnable de la force lors d'infractions mineures, telles que les questions de qualité de vie. En outre, le rapport détaille comment le manque de formation en général amène à un usage excessif de la force contre les personnes souffrants de troubles mentaux, les mineurs ou les personnes présentant une menace faible ou inexistante pour les autres, comme celles d'immigrants.

Depuis des années, Amnesty International accuse l'armée et la police israéliennes de comportements similaires.

Par exemple, en novembre 2015, un homme palestinien de 28 ans, suspecté d'aucun crime, si ce n'est celui d'avoir été présent sur les lieux d'un raid de l'armée à l'hôpital al-Ahli Hbron, est assassiné dans le cadre de ce qui semble être une exécution extrajudiciaire.

par les forces israéliennes, parmi elles une unité infiltrée.

Des témoins rapportent que quand les forces israéliennes sont entrées dans la chambre d'hôpital où le suspect se trouvait, elles ont immédiatement tiré sur son cousin. Il n'y eu pas de tentative d'arrestation ou d'utilisations alternatives non violentes avant de l'abattre. Ceci est un exemple parmi tant d'autres.

Il existe également des cas documentés de manquement à la liberté d'expression par la police israélienne. Par exemple, des journalistes couvrant des manifestations ont été attaqués. Des particuliers ont aussi été arrêtés pour des posts sur les réseaux sociaux ou parce qu'ils se réunissaient pour discuter pacifiquement de l'occupation. La police a intimidé et arrêté plusieurs reprises le lanceur d'alerte israélien Mordechai Vanunu depuis qu'il a divulgué sa peine en 2004. En juillet dernier, Vanunu a été jugé pour avoir donné une interview à la presse, avoir démissionné (dans le même bâtiment) sans en avoir informé la police et pour avoir rencontré des ressortissants étrangers.

Les déficiences systémiques des structures d'imputabilité du DPB sont également très préoccupantes. Le manque d'imputabilité pour les violations des droits humains par les forces israéliennes et l'impunité qui y règne sont depuis longtemps une préoccupation des organisations des droits humains.

Il est incontestable qu'il existe de très sérieuses violations des droits humains au sein de la police des États-Unis, en particulier quand il s'agit de l'usage de la force et du respect de l'égalité de tous devant la loi.

La population de Baltimore mérite mieux. La population des États-Unis mérite mieux. Baltimore et les autres services de police devraient trouver des partenaires qui les forment à des techniques de « descente », à comment gérer des citoyens ayant des déficiences mentales ou des handicaps, aux droits constitutionnels des citoyens qui filment et à répondre de manière appropriée à ceux qui utilisent des techniques non violentes pour exprimer leurs opinions. Israël n'est pas ce partenaire.

Traduction : L.GR pour l'Agence Média Palestine

Source : [Amnesty USA](#)

date créée
2020/06/02